

La voix de l'Opposition de gauche

Réponse à ma fille. Des illusions qui se paient cash, sur le cham, un moindre mal.

25 avril 2012

Il ne fallait se faire aucune illusion sur le vote d'hier. Personnellement j'avais envisagé Mélenchon à 12% ou davantage et Le Pen à 20%, Sarkozy et Hollande autour de 25%.

En dehors du mouvement contre la "*réforme*" des retraites, il n'y a eu aucun mouvement de masse en France malgré la politique d'austérité et le chômage, contrairement à tous les autres pays en Europe, excepté l'Allemagne. Quand j'ai expliqué que le prolétariat s'était embourgeoisé, on m'a insulté, alors que c'est l'un des facteurs qui explique pourquoi les masses ne bougent pas, l'autre explication tient au consensus avec le régime de tous les partis, y compris les syndicats.

Un jour dans le site j'ai raconté que lorsque j'avais cessé de militer, avec mon ex-épouse nous vivions bien, comme de bons petits-bourgeois qui ne s'occupaient que de leurs petites affaires, etc. nous ne nous posons pas trop de questions, surtout pas d'ordre politique, et que j'avais très bien vécu ainsi jusqu'en 2001, date de mon retour au militantisme...

Depuis plus de 30 ans, plus aucun parti ne combat pour le socialisme, déjà auparavant plus personne ne savait ce que signifiait le socialisme. J'ai un pote qui a près de 70 ans qui m'a dit qu'il avait adhéré au PCF il y a plus de 40 ans et qu'à l'époque déjà il ne croyait pas que le PCF combattait pour changer radicalement la société. Si tu t'en souviens Papi n'était pas vraiment un révolutionnaire endiablé !

Lorsque j'explique qu'il faut populariser le socialisme, qu'il faut expliquer à chaque couche de travailleurs ce que changerait le socialisme dans leur vie de tous les jours, personne ne m'écoute, les travailleurs devraient croire dans quelque chose qui devrait rester pour eux un mystère, c'est délirant!

Lorsque j'explique qu'il faudrait rédiger un projet de Constitution, on me rit au nez, pourtant la politique a horreur du vide, si l'on milite pour liquider la Ve République, il paraît souhaitable et cohérent que l'on devrait être en mesure de proposer une autre Constitution aux travailleurs, eh bien non, ils doivent se contenter d'un discours partisans qui les laissent sur leur faim ou auquel ils ne comprennent pas la finalité ou encore qui les laisse perplexe, normal, ils ont raison de ne pas faire confiance aveuglément à des partis, on oublie qu'ils sont vaccinés.

Tout est du même tonneau. En fait de discours radical, Mélenchon n'a fait qu'enfiler des clichés sans jamais aller au bout de ses analyses, et pour cause, il se serait démasqué lui-même. Poutou et Arthaud ont tenu des discours de militants à des militants, insaisissables par les travailleurs, inaudibles.

Le POI, davantage pour des raisons financières qu'autre chose apparemment, avait décidé de ne pas participer à cette mascarade, à la place il a lancé une campagne contre les deux derniers traités (TSCG et MES) sans les relier à la Constitution qui autorise leur ratification, c'est leur manière de combattre le régime... tout en soutenant ou épargnant le régime.

Ensuite, ensuite rien, on a fait le tour des partis, le néant, on est face à une impasse.

Il ne faut pas désespérer, ce qui ne se réalisera pas par la voie des élections se réalisera par celle de la révolution, ceci explique cela. Baroin a dit quelque chose d'intéressant hier soir : "*constatez-le vous-même, vous ne trouverez pas un seul pays en Europe qui augmente les dépenses*", contrairement à Hollande qui voudrait les augmenter a-t-il ajouté. Effectivement, tous sabrent dans les budgets sociaux de l'Etat, tous remettent en cause le droit à la santé, à l'école, à la retraite, etc. Et Hollande n'a pas du tout l'intention de faire autre chose quand on lit ses propositions ou son programme dans lequel il s'engage à respecter le traité de Maastricht...

On nous dit que les résultats du vote d'hier exprime un "*profond rejet*" de la politique de Sarkozy, en réalité il s'agit d'une nouvelle mystification ou d'une interprétation erronée des faits, une manipulation. Les travailleurs qui ont voté Poutou, Arthaud, dans une large mesure ceux qui se sont abstenus, dans une moindre mesure ceux qui ont voté Mélenchon ou Le Pen ont manifesté qu'ils étaient prêts à en découdre avec le régime, peut-être pas jusqu'à envisager de le renverser, mais certainement pas ceux qui ont voté Hollande, ce que tu confirmes en signalant "*quand t'entends les gens te dire que Mélenchon fait peur et que Hollande est plus sûr... si déjà Mélenchon fait peur avec sa VIème République, ça promet*", c'est exactement cela, le vote Hollande signifiait : "*il semble le mieux placé pour que l'on conserve notre niveau de vie et si possible pour qu'il s'améliore à la marge*" et pas davantage, c'était un vote non de rejet de la politique de Sarkozy mais corporatiste, individualiste.

Ce que j'explique ensuite met en relief l'aspect qu'ailleurs j'ai appelé criminel de la prestation de Mélenchon, qui a fait naître des illusions dans la tête de millions de travailleurs et la vôtre, qu'il serait possible de changer la société par un bulletin de vote, ce type-là est un charlatan, car il sait pertinemment que cela n'a jamais existé, que ce sera toujours impossible et que seule une révolution permettra de venir à bout du régime et des institutions, d'avancer sur la voie du socialisme

Mélenchon a profité du fait que les nouvelles générations n'ont pratiquement aucune expérience du combat politique, qu'elles sont dépolitisées, qu'elles ignorent ou n'ont pas à l'esprit que seule la lutte de classe a permis d'améliorer la condition ouvrière au fil des ans et des décennies tout au long des 80 premières années du XXe siècle, depuis, nous sommes entrés dans une nouvelle période dont la principale caractéristique porte la marque d'une régression sociale généralisée, une déconstruction de tous les acquis ouvriers pour nous ramener un siècle en arrière sur le plan social et politique.

Il est donc important d'avoir à l'esprit qu'aucun des droits (collectifs) dont nous profitons encore n'ont été obtenus par un bulletin de vote, ils ont tous été arrachés par la lutte de classe des générations passées ou concédés dans le cadre d'un marchandage pour garantir la pérennité du régime, en un mot l'essentiel pour la classe qui détient le pouvoir. C'est donc dans le cadre et au moyen de la lutte de classe que nous arracherons de nouveaux droits ou que nous pourrons sauver ceux qui existent encore, mais ni par des élections ni par des négociations avec le gouvernement et le patronat qui ne servent finalement qu'à brader nos droits, les dirigeants syndicaux s'alignant systématiquement sur les besoins des capitalistes et non sur ceux des travailleurs.

L'heure est à la remise en cause de tous nos droits et nous sommes encore loin d'en avoir vu le bout, comme en Grèce. J'ai lu qu'en Grèce un fonctionnaire avait vu son salaire passer de 2.300 euros à 750 environ au cours des deux dernières années, une architecte décrivait avoir subi un nivellement vers le bas de ses revenus dans les mêmes proportions au point de ne plus pouvoir se loger et envisageait de retourner vivre chez ses parents avec ses enfants. C'est pour te donner une idée de ce que signifie une brutale régression sociale sans précédent dont les travailleurs en France ignoreront tout tant qu'ils n'y seront pas confrontés eux-mêmes, on y arrivera.

Jusqu'à présent les capitalistes considéraient les travailleurs comme des Kleenex à l'intérieur du pays, ils embauchaient par nécessité et licenciaient pour le même motif, désormais c'est à l'échelle d'un continent ou du monde entier qu'ils agissent de la sorte, les travailleurs du monde entier étant en concurrence. Ils ont commencé par délocaliser des pans entiers de l'économie, puis ils ont développé une puissante classe moyenne en Chine, Inde, Brésil, etc., ce processus est toujours en cours (coïncidence, le titre d'un article de l'agence Reuters d'aujourd'hui : "*Les constructeurs parient sur les voitures haut de gamme en Chine*"), du coup l'économie des vieux pays capitalistes est davantage pour eux un boulet qu'un marché prometteur, ils n'ont plus aucune raison de soutenir la production et des salaires élevés en Europe, ils ne peuvent concevoir le marché de ces pays-là (de l'UE) qu'à condition qu'il leur rapporte autant que dans les pays émergents, d'où la nécessité pour eux d'augmenter la productivité, donc baisser le coût du travail et de liquider ce qui reste de la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux, etc.

Avec la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, il n'y a plus de place pour le réformiste, il n'y a plus de "*grain à moudre*", la part des profits qu'autrefois les capitalistes réservaient généreusement aux travailleurs a disparu ou ils ne sont plus disposés à leur céder selon les cas, car ils se livrent à une concurrence acharnée pour conserver ou renforcer leurs places sur le marché mondial face à de nouveaux concurrents qui ont émergé en imposant des conditions de travail et de rémunération à leurs travailleurs dignes de la fin du XIXe siècle en Europe, ils se livrent donc entre eux à une guerre sans merci dans laquelle le sort de la classe ouvrière ou des travailleurs en général est sacrifié.

Les travailleurs n'ont pas été du tout préparés à affronter cette situation. Pire, tout a été fait minutieusement pour qu'ils soient broyés lorsque les capitalistes engageraient leur offensive contre l'ensemble de nos droits. On leur a fait croire que leur niveau de vie était garanti pour l'éternité, qu'il continuerait de progresser mécaniquement, qu'il suffirait de négocier avec le gouvernement ou le patronat, de signer des pétitions ou éventuellement, mais vraiment en dernier ressort, pour ainsi dire à reculons, qu'ils se mobilisent, pas trop quand même et "*pacifiquement*", de préférence chacun dans son coin, même pas par secteur économique, de glisser le "*bon*" bulletin l'urne une fois tous les 7 ou 5 ans, pour qu'ils soient assurés de connaître des conditions stables ou meilleures.

Au lieu de les aider à se saisir de leur propre destin et de le forger en fonction de leurs propres besoins ou aspirations, tout a été entrepris pour qu'ils se laissent vivre et que d'autres s'en chargent à leur place, hélas pas vraiment dans le sens qu'ils espéraient. Ils ont été sans cesse trompés ou trahis, au point de développer une méfiance quasi pathologique, malade, obsessionnelle envers tous les partis politiques, plus ou moins à juste titre, plutôt plus que moins.

Maintenant, pour essayer d'être tout à fait impartial, il faut toutefois préciser que tous les partis ouvriers se sont retrouvés face à des difficultés qu'ils n'ont pas su aborder correctement selon moi, qu'il s'agisse de la lutte conjointe contre le stalinisme et le réformisme, toutes les formes d'opportunisme, et la situation née du rétablissement du capitalisme en Russie et les républiques qui y étaient associées au sein de l'URSS, on pourrait ajouter la prise du pouvoir de l'aristocratie financière au sein du capitalisme mondial à peu près à la même époque. Ce tournant opéré au début des années 80 dans la stratégie du capitalisme mondial, qui correspondait déjà à une crise, s'est poursuivi jusqu'à nos jours.

Pour conclure, on pourrait dire que la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale et qui se traduit par la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, parce qu'il est impossible aux capitalistes de liquider du jour au lendemain l'ensemble du prolétariat des vieux pays capitalistes où le coût de la main d'oeuvre ou de la production est plus élevé que dans le reste du monde, les conséquences sociales dramatiques de cette situation pour les travailleurs ne peuvent

plus être combattues ou freinées par les moyens classiques ou habituels de la lutte de classe du prolétariat dans le cadre du régime en place. Pour être combattues efficacement, elles nécessitent de leur part un niveau de conscience et d'engagement politique supérieur se situant dans la perspective du renversement du régime et des institutions, car c'est seulement dans le cas où le régime se sentirait menacé jusque dans ses fondements qu'il capitulerait sur telle ou telle revendication, ce qui nécessite une mobilisation générale de la classe dans l'unité de ses partis et organisations, unité qui ne peut se forger qu'autour de l'objectif politique d'en finir à la fois avec le capitalisme et les institutions, car c'est la condition sans laquelle il demeurera impossible de satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations, ce qui nécessite de la part du mouvement ouvrier de revenir à sa tradition révolutionnaire et socialiste, dans le cas contraire, il sera amené à péricliter et à connaître défaite sur défaite.

Pourquoi est-il impératif de subordonner nos revendications à la chute du régime, parce que leur satisfaction est incompatible avec son existence, sauf exception qui confirme la règle, exception dont on n'a pas vu la queue au cours des dernières décennies.

Autre argument en faveur de cette stratégie, l'extrême hétérogénéité des masses exploitées, il est extrêmement difficile de les mobiliser sur une revendication qui ne concernera pas ou pas de la même manière toutes les couches de travailleurs, par contre elles peuvent toutes se retrouver autour d'objectifs politiques, ce qui est logique puisqu'ils ont vocation à s'attaquer aux fondements du capitaliste, au pouvoir de la classe dominante, aux rapports sociaux de production qui déterminent tous les rapports dans la société, donc qui concernent tous les aspects de l'existence des travailleurs toutes catégories confondus.

On a parfaitement conscience de la difficulté à faire admettre aux travailleurs qu'ils ne pourront plus maintenir ou améliorer leur condition dans le cadre du régime et des institutions et qu'il va falloir les renverser pour y parvenir. En même temps, plus on sera nombreux à combattre ensemble pour cet objectif, plus il leur apparaîtra à portée de la main, d'où la question déterminant de leur organisation et du parti.

La question est de savoir quel parti s'engagera résolument dans cette voie, quel parti aura la volonté et la capacité de regarder la réalité en face, de l'exposer simplement devant les travailleurs.

L'issue à la crise du capitalisme est politique, c'est donc à ce niveau-là qu'il faut la traiter. On ne peut la concevoir sérieusement qu'en rompant avec le capitalisme et les institutions (nationales, européennes et internationales) qui ne servent qu'à légitimer (sur le plan juridique) son existence. Tous les travailleurs en Europe étant confrontés à la même politique de régression sociale généralisée, on ne peut concevoir cette issue politique qu'à l'échelle de l'Europe, donc dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.